

| | |
|--------------------|------------------|
| Lieu | Portland, Oregon |
| Date de la mission | Le 21 avril 2017 |

Contexte

Une rencontre au ministère de la Qualité de l'Environnement de l'Oregon a été organisée à la suite d'une réunion statutaire du conseil d'administration de la *Western Climate Initiative* (WCI) à laquelle assistait Mme Geneviève Moisan, accompagnée de Mme France Delisle du MDDELCC à San Francisco en Californie, les 19 et 20 avril 2017.

Objectifs

Rencontrer les élus de la législature de l'Oregon et les hauts fonctionnaires suivants :

- Ken Helm, représentant, président du comité de la Chambre des Représentants sur l'Énergie et l'Environnement;
- Michael Dembrow, sénateur Président du comité du Sénat sur l'Environnement et les Ressources naturelles;
- Ruchi Sadhir, conseiller de la gouverneure Kate Brown pour les questions de politiques énergétiques;
- Richard Whitman, directeur, Département de la Qualité de l'Environnement de l'Oregon;
- Palmer Mason, conseiller législatif senior, Département de la Qualité de l'Environnement de l'Oregon;
- Colin McConnaha, conseiller senior en politique climatique, Département de la Qualité de l'Environnement de l'Oregon;
- Michael Kaplan, directeur, Département de l'Énergie de l'Oregon.

La délégation québécoise a présenté l'approche québécoise intégrée en matière de lutte contre les changements climatiques, l'historique du Système québécois de plafonnement et d'échange de droits d'émission (SPEDE) et le Fonds vert. Pour leur part, les représentants de l'Oregon ont dressé un portrait de l'Inventaire des gaz à effet de serre (GES). L'État a un intérêt pour l'instauration d'une tarification carbone. Il s'est notamment engagé à éliminer charbon d'ici 2035.

Une période d'échanges informels s'en est suivi. Parmi les questions soulevées par l'Oregon, notons :

- Les arguments utilisés pour la reconnaissance du SPEDE québécois par le gouvernement fédéral canadien dans le cadre de la mise sur pied d'une tarification carbone pancanadienne;
- L'approche adoptée par le Québec pour aborder les risques de fuites de carbone ou de délocalisation des entreprises;
- Le développement des protocoles de crédits compensatoires;
- Les réductions d'émission de GES associées au SPEDE;
- Le processus menant à la décision d'investir dans le transport collectif et l'électrification des transports.

Résultats (en regard des objectifs de la mission)

Les représentants de l'État de l'Oregon se sont montrés intéressés par les cobénéfices d'un outil économique, tel le marché du carbone et par toute étude permettant d'en faire davantage état.

En lien avec la Norme VZE (véhicules zéro émission) du Québec, les représentants de l'Oregon ont présenté leur norme, soit le programme californien pour les véhicules zéro émission.

Composition de la délégation gouvernementale

- Geneviève Moisan, sous-ministre adjointe à la lutte contre les changements climatiques MDDELCC;
- France Delisle, directrice générale de la réglementation carbone et des données d'émissions MDDELCC;
- Elizabeth MacKay, déléguée du Québec à Los Angeles (DGQLA);
- Anne-Catherine Briand-Fortin, directrice des affaires publiques et des relations gouvernementales à la DGQLA.